

ANNEXES

CONVENTION ETAT-CODINORM

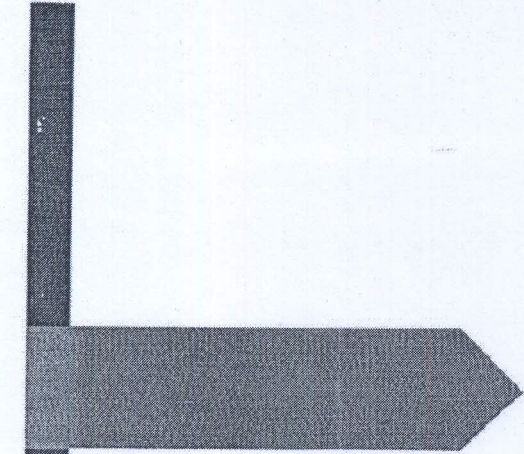
ANNEXE 1 : BILAN CODINORM 1995-2014

ANNEXE 2 : BILAN FINANCIER CODINORM 2002-2015

ANNEXE 3 : CAHIER DE CHARGE

ANNEXE 4 : CONVENTION ETAT-CODINORM

ANNEXE 5 : PLAN STRATEGIQUE 2015-2020



ANNEXE 1



**BILAN
CODINORM
1995-2014**



SOMMAIRE

	Page :
I- CONTEXTE	3
II- Le cadre juridique de la normalisation en Côte d'Ivoire	3
2-1 le cadre de la normalisation avant 1995 :	3
2- 2 le cadre de la Normalisation après 1995 : création de CODINORM	4
III- BILAN DE LA CONVENTION AVEC CODINORM	6
3-1 les acquis	6
3.2- Bilan qualitatif des activités	8
3.3- Bilan détaillé des activités de CODINORM	9
V- CONCLUSION	9

I- CONTEXTE

La normalisation doit rechercher la collaboration de tous les partenaires économiques et sociaux et en particulier des entreprises qui en sont les principaux bénéficiaires.

Elle véhicule des enjeux économiques et sociaux considérables et touche tous les secteurs de l'économie. Corrélativement, elle ne peut se développer convenablement dans un cadre administratif classique, souvent trop rigide et trop centralisé, coupé des opérateurs économiques qui sont au cœur même de la normalisation.

II- LE CADRE JURIDIQUE DE LA NORMALISATION EN COTE D'IVOIRE

II-1 le cadre de la normalisation avant 1995 :

Une dizaine d'années après son indépendance, La Côte d'Ivoire a compris la nécessité de se doter d'un organisme pour la gestion de la normalisation et de ses activités connexes. C'est ainsi qu'est né en 1974 le Bureau ivoirien de Normalisation (BIN). Société d'Etat dotée de la personnalité civile et de l'autonomie financière, le BIN avait pour objet de définir et d'appliquer pour le compte de l'Etat, une politique de Normalisation et de Contrôle des produits de toute nature d'origine ivoirienne. Il était le seul organisme habilité à élaborer les Normes applicables en Côte d'Ivoire. Le BIN est admis comme membre correspondant de l'ISO en 1975. A la suite de la 2ème réunion du comité ISO "Café" en décembre 1977 à Abidjan, il devient comité Membre de l'ISO en Janvier 1978. La crise économique des années 80 avec l'adoption des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) et l'appel des partenaires économiques au désengagement de l'Etat des sphères de la production, entraînera la dissolution du BIN.

En lieu et place du BIN, il sera mis en place un Conseil National de la Normalisation en 1982 pour coordonner toutes les actions en matière de Normalisation, puis les travaux de normalisation seront conduits par un service administratif au sein d'une Direction centrale du Ministère chargé de l'Industrie.

Les résultats de ces années d'activités ayant montré que la normalisation ne pouvait pas être gérée de manière satisfaisante dans un cadre administratif classique, souvent rigide et trop centralisé, coupé des opérateurs économiques qui en sont les principaux bénéficiaires, il a été jugé nécessaire de changer le statut de la structure ivoirienne de normalisation.

A l'issue des études menées pour le changement de statut de la normalisation, la structure de type associatif est apparue comme le cadre approprié pour le développement de la normalisation en Côte d'Ivoire.

Un tel choix permet, en effet, à toutes les entreprises même les plus petites d'être associées à la gestion de la normalisation et à l'Etat d'avoir un droit de regard sur la normalisation et de pouvoir répondre avec efficacité aux nombreux défis qui sont entre autres :

- la spécification de référentiels pour la mesure de la qualité des produits et services,
- la maîtrise et l'amélioration de la qualité,
- l'assainissement du marché national,
- la protection du consommateur contre les produits de mauvaise qualité,
- la compétitivité des produits ivoiriens sur les marchés régionaux et internationaux.

II- 2 le cadre de la Normalisation après 1995 : création de CODINORM

CODINORM (Côte d'Ivoire Normalisation) est la concrétisation du choix associatif et surtout d'un partenariat dynamique entre l'Etat et le secteur privé.

Association à but non lucratif, reconnue d'utilité publique, CODINORM est créée par une vingtaine d'entreprises du secteur Privé. Cette association a signé le 24 Septembre 1992 une convention avec l'Etat de Côte d'Ivoire, au terme de laquelle, CODINORM a en charge la gestion de la normalisation nationale et du système national de certification de la conformité aux normes.

Elle est gérée par un Conseil d'Administration de 23 membres dont quatorze (14) issus du secteur privé et neuf (09) du secteur public. Les missions de CODINORM sont :

- Normalisation ;
- Certification ;
- Promotion de la gestion de la qualité ;
- Information et documentation ;
- Représentation de la Côte d'Ivoire dans les instances régionales et internationales de normalisation.

La création de l'association CODINORM sur décision du Gouvernement en date du 26 Août 1992 répond aux exigences de souplesse, dynamisme et rapidité d'exécution indispensables à une politique de normalisation efficace.

Les principes de la politique actuelle

Le cadre juridique actuel fait apparaître trois grands acteurs :

- Les pouvoirs publics à travers le Comité Ivoirien de Normalisation (CIN),
- L'Association ivoirienne de normalisation (CODINORM),
- Les bureaux de normalisation.

CODINORM et les bureaux de normalisation s'appuient sur les experts issus des entreprises, des fédérations professionnelles, des ONG, des laboratoires, des ministères, etc.

L'Etat a joué un rôle lors de la création de CODINORM en 1995. Il a toujours essayé de construire en Côte d'Ivoire, en plusieurs époques, un environnement réglementaire favorable à la normalisation et à l'application des normes.

En définitive, l'Etat accompagne, avec une grande fidélité, l'évolution de CODINORM, association de droit privé, reconnue d'utilité publique et soumise au contrôle de l'ETAT.

Ainsi, un régime de délégation confiant à CODINORM une mission de service public s'est instauré et est consolidé.

L'un des motifs qui justifierait cette présence de l'ETAT est la relation, très complémentaire, qui existe entre la réglementation obligatoire, et la normalisation.

De plus, La norme est un outil puissant si elle s'inscrit dans un cadre économique et administratif favorable.

La politique de la normalisation actuelle fait appel à trois principes qui constituent des leviers puissants d'affirmation des normes :

- Un principe d'autorité en imposant à la normalisation une discipline plus stricte, un contrôle étatique pointilleux de ses initiatives et travaux et une application des normes imposées aux acteurs publics et privés;
- Un principe de centralisation et de coordination des travaux;
- Un principe de décentralisation des études préliminaires.

Ce sont ces principes qui fondent le nouveau cadre réglementaire ivoirien à travers :

- ✦ la loi n°2013-866 du 23 décembre 2013 relative à la normalisation et à la promotion de la qualité ;
- ✦ le décret n° 2014-460 du 06 Aout 2014 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Organisme National de Normalisation, dénommé Comité Ivoirien de Normalisation, en abrégé CIN et
- ✦ le décret n° 2014-461 du 06 Aout 2014 portant modalités d'application de la loi n°2013- 866 du 23 Décembre 2013 relative à la normalisation et à la promotion de la qualité.

Ces textes affichent l'engagement de l'Etat et un rôle centralisateur de CODINORM en contrepartie d'une décentralisation technique «obligée» : tous les organismes professionnels peuvent constituer en leur sein un bureau de normalisation chargé de l'étude et de l'élaboration des projets de normes de la profession.

L'autorité de CODINORM est bien confirmée et légitimée pour son rôle d'évaluation en amont des besoins, de pilotage central des travaux, de fixation des procédures d'élaboration, des conditions d'application des normes homologuées et pour la gestion de la marque de conformité. CODINORM exerce ce rôle à l'égard des professions, des usagers, des consommateurs et des différents bureaux de normalisation sectoriels liés aux comités d'organisation.

De plus, le système d'évaluation de la conformité, nouvel instrument dont est en train de se doter la Côte d'Ivoire à travers le contrat BIVAC portant sur le programme d'évaluation de la conformité permettra de contrôler la qualité des produits importés comme ceux fabriqués localement.

III- BILAN DE LA CONVENTION AVEC CODINORM

3-1 les acquis :

CODINORM dispose de 23 salariés dont 08 ingénieurs et assimilés.

27 commissions de normalisation et 80 sous-commissions appuyées par plus de 600 experts nationaux pour l'élaboration des normes.

La formation s'appuie sur une cinquantaine de consultants, auditeurs et formateurs spécialisés et qualifiés dans les domaines suivants :

- Normalisation,
- Normes de systèmes de management,
- Certification,
- Métrologie.

Partenariats au niveau de la Normalisation

CODINORM est membre pour le compte de l'Etat, des organisations suivantes :

- ISO : membre à part entière,
- IEC : participant aux programmes des pays affiliés,
- IECEE : Membre du système d'essais de conformité et de certification des équipements et des composants électrotechniques,
- ARSO : membre à part entière,
- AFSEC : membre à part entière,
- CEDEAO : participant aux programmes d'harmonisation,
- IMANOR : accord général de partenariat (institut marocain de normalisation),
- SMIIC : membre à part entière de l'Institut de normalisation et de métrologie pour les pays islamiques (basé en Turquie).

- **Partenariats au niveau de la Certification**

- Liste des laboratoires partenaires nationaux et internationaux
- Conseil Supérieur de la publicité : appui pour la validation des messages publicitaires concernant la qualité des produits conformément aux normes/règlementation en vigueur
- AENOR : organisme de normalisation et de certification de l'Espagne.

- **Partenariats au niveau de l'appui au Commerce :**

- Membre de la commission nationale d'exportation,
- Membre de la commission nationale AGOA (Accord de libre échanges entre les Etats unis et certains pays africains,
- Membre du comité national de suivi du GUCE (guichet unique du commerce extérieur),
- Membre du comité de suivi du VOC (programme de vérification de la conformité),
- Membre du comité de suivi des (obstacles techniques au commerce),
- Membre du réseau national d'informations commerciales (RNIC),
- Membre du mécanisme national d'alerte sur les OTC,
- Membre de la plateforme d'échanges permanents (PEP),
- Membre du Global Compact.

- **Mise en place de la démarche Assurance qualité :**

Formalisation de l'ensemble des activités de CODINORM avec les résultats ci-dessous :

- un manuel général,
- quatre manuels sectoriels (normalisation, formation, centre de documentation, certification),
- quatre manuels de processus avec référence à toutes les procédures et documents techniques associés.

L'ensemble du dispositif est certifiable ou accréditable : audit et revue de direction réalisés et plan d'amélioration élaboré.

- **Liste des membres du conseil d'administration - secteur privé :**

Les structures privées membres du conseil d'administration de CODINORM sont : CCI, FNISCI, GPP, Groupe CFAO (MIPA), NESTLE-CI, CGE-CI, SICABLE, SIR, SITAB, TRCI, UNILEVER-CI

- Liste des membres du conseil d'administration - secteur public

Les structures publiques membres du conseil d'administration de CODINORM sont : Ministère de l'Agriculture, Ministère de la Construction, du Logement de l'Assainissement et de l'Urbanisme, Ministère de l'Economie et des Finances, Ministère Chargé de la Défense Auprès du Président de la République, Ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Promotion des PME, Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable, Ministère du Pétrole et de l'Energie, Ministère de l'Industrie et des Mines, Ministère de la Santé et de la Lutte contre le SIDA.

3.2 Bilan qualitatif des activités :

CODINORM a mis en œuvre les actions suivantes :

- recensement des besoins en normes nationales;
- élaboration, homologation et diffusion de 2234 normes ivoiriennes (voir catalogue des normes 2015 sur le site de CODINORM : www.codinorm.ci)
- gestion d'un système national de certification produits et services avec attribution de la marque nationale (NI) de conformité aux normes ivoiriennes ;
- mise en œuvre de tout système de certification selon des référentiels internationaux (ISO 9001, ISO 14 001, ISO 22 000, ISO 27 001, etc.).

L'expertise de CODINORM lui a permis d'atteindre des résultats en matière d'organisation générale, de normalisation et de certification de produits d'une part et, d'autre part, de création et d'animation d'un Centre d'information sur les normes et la réglementation et d'un Institut national de formation en normalisation ;

Au regard de ce qui précède, CODINORM dispose des compétences et moyens nécessaires pour accomplir les missions d'élaboration et de gestion technique du système national de certification produit telles qu'elles résultent des textes en vigueur.

3.3 Bilan détaillé des activités de CODINORM

De 1995 à 2000 : Renforcement des capacités de CODINORM

Durant la période 1995-2000, CODINORM a bénéficié grâce au Fonds d'Aide et de Coopération Française (FAC) d'appui pour la formation qualifiante de ses ingénieurs.

Ce programme a permis de :

- Qualifier par l'Association Française de l'Assurance Qualité (AFAQ) organisme de certification, les quinze (15) premiers auditeurs nationaux qualité certifiés issus de CODINORM et de cabinets privés.
- Ceci a permis au tissu économique de disposer au plan local des compétences capables de l'accompagner dans des démarches qualité ;
- Rendre opérationnel le système de la marque de conformité aux normes (marque NI) en formant ses gestionnaires au siège de l'Association Française de Normalisation (AFNOR);
- Rendre opérationnel son centre d'information sur les normes et la réglementation technique;
- Former ses secrétaires techniques à la normalisation.

Ce programme a permis réellement à CODINORM de développer des services rémunérés aux entreprises tels que son institut de formation et développer depuis 2002 les certificats qualité grâce au décret sur les normes rendues d'application obligatoire.

3.3.1 ACTIVITES OPERATIONNELLES DE CODINORM

3.3.1.1 LA NORMALISATION

- Plus de 2234 normes ivoiriennes relatives à plusieurs produits appartenant à divers domaines d'activités (bâtiment, agriculture, génie rural, génie civil, alimentaires, emballages, électricité et matériel électrique, responsabilité sociétale, environnement, etc.).
- Vingt-quatre (24) comités techniques de normalisation créés et soutenus par 80 sous-comités, tous opérationnels. Ces comités techniques couvrent plus de 26 secteurs d'activités ;
- Gestion d'un réseau de plus de 600 experts pour les activités de normalisation.
- Plus de 19 500 normes de l'Organisme International de Normalisation (ISO) disponibles en ligne
- 400 normes de la Commission Electrotechnique Internationale (CEI)
- Le Centre de documentation appelé Centre d'Information sur les Normes et la Réglementation technique (CINR) est opérationnel et mis à la disposition des entreprises et administrations. Sa base de données est régulièrement mise à jour.

Les différentes parties prenantes (administrations, entreprises/secteur privé, associations des consommateurs, association de promotion de la qualité, milieux scientifiques) participent activement aux travaux des CT. Plus de six cent experts y travaillent de manière bénévole.

Au niveau régional et international :

- Participation aux travaux de normalisation internationales particulièrement aux comités JTC1 : Technologie de l'Information, TC 34 : Produits Alimentaires et TC 223 : sécurité sociétale, ISO TC 176 : Management de la qualité et à d'autres comités selon les besoins exprimés par les opérateurs économiques nationaux.
- Secrétariat technique du comité électricité (TC5) de la CEDEAO.
- Participation aux travaux de normalisation au sein de l'UEMOA et de la CEDEAO.

- Représentation de la CEDEAO au mécanisme africain d'Ecolabel basé à Nairobi au Kenya.
- Gestion du Programme d'Appui au Commerce et l'Intégration Régionale PACIR (volet normalisation) pour le compte de l'ONUDI (élaboration, homologation et promotion des normes pour les produits : teinture-textiles, tricotage, anacardes et dérivés, semoules, précuits, attiéké et attiéké déshydraté).
- Point focal de l'ISO sur la norme ISO 26000 (responsabilité sociétale) pour l'Afrique de l'ouest et l'Afrique centrale).
- Membre de l'Organisation internationale de normalisation (ISO),
- Participe au programme des pays affiliés de la Commission Electrotechnique Internationale (CEI),
- Membre de l'Organisation régionale Africaine de Normalisation (ARSO),
- Membre de la commission africaine de normalisation électrotechnique (AFSEC)
- Certification des installateurs PV avec ECREE et l'IRENA.

Expériences internationales

- Officier de liaison de l'ISO pour l'Afrique de l'OUEST et CENTRALE,
- Certification dans le domaine de l'efficacité énergétique (étiquetage et éclairage),
- Mise à niveau du bureau haïtien de normalisation,
- Renforcement de capacité du système qualité du bureau haïtien de normalisation,
- Mise en place du système qualité du BNETD sur demande de l'ONUDI.

Certification :

- Statut d'affilié de la commission électrotechnique Internationale (CEI) pour l'évaluation de la conformité
- Conception et développement de la marque de conformité NI : Plusieurs applications sectorielles développées (matériaux de construction, produits cosmétiques, produits chimiques, système de management de production agricole, ...). La marque NI délivrée à la SICABLE, entreprise de fabrication de câbles électriques.
- Organisme certificateur pour le compte de la directive FAO NI IPPC des matériaux d'emballages à base de bois destinés au Commerce International. 19 certificats délivrés par année.
- Délivrance d'attestations de conformité en qualité d'organisme certificateur dans divers domaines (sac en jute, ciment, tôles de couverture, produits cosmétiques, produits alimentaires, boissons, farine de blé, ...). 60 attestations de conformité délivrées par année.
- Gestion d'une base d'experts pour les activités de certification (membres de comités, auditeurs, etc.). 100 auditeurs et experts techniques.

Centre d'Information sur les normes et la Réglementation

- Gestion d'une base de données de tous les règlements techniques nationaux (textes réglementaires spécifiant les exigences relatives aux produits). Base contenant les données de 1960 à ce jour.
- Offre de service pour mise à disposition de toutes les normes internationales ISO et toutes les normes étrangères.
- Offre de service pour une veille normative et réglementaire. 40 entreprises adhérentes à ce jour.
- Offre de service pour une librairie spécialisée d'ouvrages techniques en normalisation, qualité, certification et métrologie.
- Gestion du point national de l'OMC sur les Obstacles Techniques au Commerce.

Appuis aux entreprises en matière de formation et d'accompagnement

En moyenne et par an :

- soixante (60) actions de formations dont cinq (05) formations interentreprises, trente-neuf (39) formations intra-entreprises et seize (16) formations issues de projet.
- deux cent quatre-vingt-quatre (284) personnes formées.
- deux (02) sessions de la formation qualifiante des responsables qualité réalisées.
- accompagnement de huit (08) entreprises dans le domaine du management de la qualité et d'une (01) entreprise dans le domaine du management environnemental.
- Formation des auditeurs internes
- Réalisation de formations à l'endroit des partenaires dans les domaines : Normalisation, Management de la qualité, Environnement, Sécurité-Santé, Hygiène et Sécurité sanitaire des aliments, Management de projet, Outils de la qualité, Enquête de satisfaction, Métrologie, Gestion des stocks, Management des ressources, Groupes d'amélioration et de progrès / Cercles qualité, etc.
- Accompagnement d'entreprises

Accompagnement de plus d'une vingtaine d'entreprises à la mise en place de systèmes de management de la qualité ISO 9001, système intégré QSE (Qualité-Sécurité-Environnement), sécurité des denrées alimentaires.

Les activités du centre d'information sur les normes et la réglementation (CINR)

- Le centre dispose d'une base de données opérationnelle sur la réglementation technique depuis 2003 et qui a évolué pour devenir un outil de référence pour les opérateurs économique.
Cette base de données répertorie tous les accords ratifiés, les ordonnances, les lois, les décrets, les arrêtés publiés au journal officiel depuis 1959 jusqu'à ce jour ; avec un système de mise à jour permanent.
- Le centre dispose d'un accès à toute la collection des normes internationales ISO (plus de 20 000 normes) dont CODINORM est membre à part entière depuis 2004.
- Le centre offre des services de vente de normes et de document normatif nationale, internationale et étrangère aux opérateurs économiques, particulièrement les normes françaises les plus demandées.
- Il offre un espace d'information sur l'actualité des activités de normalisation, de certification, de formation à travers son web www.codinorm.ci Opérationnel depuis 2013. Ce site permet également d'échanger les informations avec ses membres.
- Le centre a développé plusieurs services, à savoir la documentation (information diffusion de documents), librairie (vente de documents normatifs) service de veille normatif et réglementaire, service en ligne de question-réponse évitant aux opérateurs de se déplacer.

V- CONCLUSION

Outre les activités de normalisation, CODINORM mène des activités génératrices de revenus telles que la certification, la formation et la vente de normes qui lui permettent d'équilibrer son budget et de faire du développement.

Le statut juridique de CODINORM lui confère l'autonomie de décision et gestion indispensable à sa crédibilité, son impartialité.

Sa structure organisationnelle comprend un conseil d'administration comprenant le secteur privé et l'Etat dans une proportion de 60% - 40%, lui permettant une gestion privée de l'organisation, avec un appui budgétaire de l'Etat pour les activités de normalisation, qui sont hautement stratégiques.

La loi et les textes réglementaires en vigueur énoncent comme exigences la capacité des organismes de normalisation et d'évaluation de conformité à avoir l'expérience et la compétence nécessaire pour mener à bien ses activités.

Depuis 1992, l'appui de l'Etat à CODINORM a été sans cesse renouvelé par le maintien de la convention entre l'Etat et CODINORM.

Le niveau d'activité s'accroît à travers l'implication de CODINORM dans tous les programmes d'appui au commerce (programme VOC, stratégie d'exportation, programme GUCE).

Notre système de documentation et d'information conforme aux normes internationales assure la pérennité des connaissances et du savoir-faire de CODINORM.

Situation des normes ivoiriennes homologuées de 2006 à 2014

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Total
CT1 : Produits Agricoles	4			2				2	350	358
CT2 : Bâtiment et génie civil	6								6	6
CT3 : Produits alimentaires		4	13					6	517	540
CT4 : Chimie									0	0
CT5 : Normes fondamentales		15	198	41		107			361	661
CT6 : Emballages									0	0
CT7 : Comité National Electrotechnique						3		20	43	66
CT8 : Bois				38					38	38
CT9 : Environnement			3	186					189	189
CT10 : Management de la qualité et qualité de service		6	6	9		2			23	23
CT11 : Banque, valeurs mobilières et autres services financiers									0	0
CT12 : Comité National de normalisation des Télécommunications									0	0
CT13 : Technologie des soins de la santé et sécurité sanitaire				21				21	42	42
CT14 : Produits pétroliers et lubrifiants			76						76	76
CT15 : Gestion fiscale									0	0
CT16 : Responsabilité Sociétale						1			1	1
CT17 : Textile			9					102	102	213
CT18 : Sécurité Sociétale									0	0
CT19 : Technologie de l'information			9	13		20			42	42
CT20 : Véhicules Routiers			6						6	6
CT21 : Transport (de matières dangereuses)						3			3	3
CT22 : Management Environnemental				4					4	4
CT23 : Normalisation de la gestion durable des forêts									0	0
CT24 : Evaluation de la conformité								26	26	26
Total	10	25	320	314		136		177	812	1694

LISTE DES APPLICATIONS SECTORIELLES

N°	AS	INTITULÉ	CLASSIFICATION
1.	AS1	EMBALLAGES EN BOIS	EMBALLAGES EN BOIS
2.	AS2	CABLES ÉLECTRIQUES	PRODUITS ELECTRIQUES
3.	AS3	CONDUITS ELECTRIQUES	PRODUITS ELECTRIQUES
4.	AS4	CAFE CACAO	PRODUITS AGRICOLES
5.	AS5	CIMENT	MATERIAUX DE CONTRCUTION
6.	AS6	TOLE DE COUVERTURE	MATERIAUX DE CONSTRUCTION
7.	AS7	TUBES PVC	MATERIAUX DE CONSTRUCTION
8.	AS8	FARINE DE BLE	PRODUITS ALIMENTAIRES
9.	AS9	LAIT ET PRODUITS LAITIERS	PRODUITS ALIMENTAIRES
10.	AS10	BOISSONS SPIRITUEUSES	PRODUITS ALIMENTAIRES
11.	AS11	EAU MINERALE	PRODUITS ALIMENTAIRES
12.	AS12	HUILE COMESTIBLE	PRODUITS ALIMENTAIRES
13.	AS13	SAVON	PRODUITS CHIMIQUES
14.	AS14	PEINTURE	PRODUITS CHIMIQUES
15.	AS15	EAU DE JAVEL	PRODUITS CHIMIQUES
16.	AS16	PRODUIT COSMETIQUE	PRODUITS COSMETIQUES
17.	AS17	ALIMENTS HALAL	ALIMENTS HALAL

ANNEXE 2
BILAN FINANCIER DE
CODINORM

2002-2015

**ETATS SIMPLIFIES
BILAN 2002**

ACTIF	2002	N-1	PASSIF	2002	N-1
<u>Actif Immobilisé</u>			<u>Capitaux</u>		
Logiciel			Actionnaires capital non appelé		
Installations et agencements	6 300 000		Report à nouveau	30 034 725	
Matériel	6 603.390		<u>Résultat</u>	29 153 173	
Matériel de transport			<u>Subvention d'investissement</u>		
<u>Actif circulant</u>			<u>Dettes</u>		
Fournisseurs avances versées			Dettes de crédit bail et contrats		
Clients	19 850 550		<u>Passif circulant</u>		
Autres créances	44 391 217		Clients avances reçues		
<u>Trésorerie - Actif</u>			Fournisseurs	24 506 756	
Titres de placements	1 000 000		Dettes fiscales		
Banque - caisse	5 549 503		Dettes sociales		
			Banques,découverts		
	83 694 660	0		83 694 654	0

COMPTE DE RESULTAT 2002

CHARGES	2002	N-1	PRODUITS	2002	N-1
Autres Achats	31 358 639		Ventes	148 830 694	
Transports			Travaux services vendus		
Services extérieurs	96 603 229		Produits accessoires		
Impôts et taxes	682 950		Subvention d'exploitation	52 544 300	
Autres charges			Autres Produits		
Charges de personnel	43 577 000		revenus financiers		
Dotation aux amort/ Provisions			Produits des cessions d'immob		
Frais financiers			Reprises		
<u>Résultat</u>	29 153.176				
	201 374 994	0		201 374 994	0

**ETATS SIMPLIFIES
BILAN 2003**

ACTIF	2003	N-1	PASSIF	2003	N-1
<u>Actif Immobilisé</u>			<u>Capitaux</u>		
Logiciel	1 192 800		Actionnaires capital non appelé		
Installations et agencements	6 300 000	6 300 000	Report à nouveau	59 187 901	30 034 725
Matériel	9 863 390	6 603 390	<u>Résultat</u>	25 197 197	29 153 173
Matériel de transport			<u>Subvention d'investissement</u>		
<u>Actif circulant</u>			<u>Dettes</u>		
Fournisseurs avances versées			Dettes de crédit bail et contrats		
Clients	59 024 339	19 850 550	<u>Passif circulant</u>		
Autres créances	48 006 926	44 391 217	Clients avances reçues		
<u>Trésorerie - Actif</u>			Fournisseurs	43 263 827	24 506 756
Titres de placements	1032822	1 000 000	Dettes fiscales		
Banque - caisse	2 228 648	5 549 503	Dettes sociales		
			Banques,découverts		
	127 648 925	83 694 660		127 648 925	83 694 654

COMPTE DE RESULTAT 2003

CHARGES	2003	N-1	PRODUITS	2003	N-1
Autres Achats	22 514 939	31 358 639	Ventes	144 001 269	148 830 694
Transports					
Services extérieurs	97 636 956	96 603 229	Travaux services vendus		
Impôts et taxes	379 600	682 950	Produits accessoires		
Autres charges			Subvention d'exploitation	26 000 000	52 544 300
Charges de personnel	44 672 500	43 577 000	Autres Produits	20 399 926	
Dotation aux amort/ Provisions			revenus financiers		
Charges financières			Produits des cessions d'immob		
<u>Résultat</u>	25 197 197	29 153 176	Reprises		
	190 401 192	201 374 994		190 401 195	201 374 994

**ETATS SIMPLIFIES
BILAN 2004**

ACTIF	2004	N-1	PASSIF	2004	N-1
<u>Actif Immobilisé</u>			<u>Capitaux</u>		
Logiciel	750 000		Actionnaires capital non appelé	8 800 000	
Installations et agencements	368 019	6 300 000	Report à nouveau	84 385 098	59 187 901
Matériel	8 936 117	6 603 390	<u>Résultat</u>	3 169 152	25 197 197
Matériel de transport	7 200 360		<u>Subvention d'investissement</u>		
<u>Actif circulant</u>			<u>Dettes</u>		
Fournisseurs avances versées	17 032		Dettes de crédit bail et contrats		
Clients	57 626 372	19 850 550	<u>Passif circulant</u>		
Autres créances	51 628 741	44 391 217	Clients avances reçues	1 937 906	
<u>Trésorerie - Actif</u>			Fournisseurs	33 709 120	43 263 827
Banque - caisse	8 607 619	5 549 503	Dettes fiscales	2 084 868	
		1 000 000	Dettes sociales	1 048 116	
			Banques,découverts		
	135 134 260	83 694 660		135 134 260	127 648 925

COMPTE DE RESULTAT 2004

CHARGES	2004	N-1	PRODUITS	2004	N-1
Autres Achats	18 812 427	22 514 939	Ventes	72 003 164	144 001 269
Transports	1 257 850		Travaux services vendus		
Services extérieurs	72 045 523	97 636 956	Produits accessoires	20 850 000	
Impôts et taxes	492 780	379 600	Subvention d'exploitation	71 143 053	26 000 000
Autres charges	10 042 528		Autres Produits	1 239 866	20 399 926
Charges de personnel	52 126 144	44 672 500	revenus financiers		
Dotation aux amort/ Provisions	7 197 494		Produits des cessions d'immob		
Frais financiers			Reprises		
<u>Résultat</u>	3 261 337	25 197 197			
	165 236 083	190 401 192		165 236 083	190 401 195

**ETATS SIMPLIFIES
BILAN 2005**

ACTIF	2005	N-1	PASSIF	2005	N-1
<u>Actif Immobilisé</u>			<u>Capitaux</u>		
Logiciel		750 000	Actionnaires capital non appelé	8 800 000	8 800 000
Installations et agencements	327 128	368 019	Report à nouveau	87 554 250	84 385 098
Matériel	14 849 724	8 936 117	<u>Résultat</u>	9 121 808	3 169 152
Matériel de transport	4 267 220	7 200 360	<u>Subvention d'investissement</u>	7 814 603	
<u>Actif circulant</u>			<u>Dettes</u>		
Fournisseurs avances versées		17 032	Dettes de crédit bail et contrats		
Clients	82 004 118	57 626 372	<u>Passif circulant</u>		
Autres créances	27 228 141	51 628 741	Clients avances reçues		1 937 906
<u>Trésorerie - Actif</u>			Fournisseurs	30 794 530	33 709 120
Banque - caisse	21 036 761	8 607 619	Dettes fiscales	3 575 801	2 084 868
			Dettes sociales	2 052 100	1 048 116
			Banques,découverts		
	149 713 092	135 134 260		149 713 092	135 134 260

COMPTE DE RESULTAT 2005

CHARGES	2005	N-1	PRODUITS	2005	N-1
Autres Achats	18 342 295	18 812 427	Ventes	83 638 199	72 003 164
Transports	2 613 600	1 257 850	Travaux services vendus		
Services extérieurs	43 574 002	72 045 523	Produits accessoires	19 330 000	20 850 000
Impôts et taxes	744 598	492 780	Subvention d'exploitation	40 231 374	71 143 053
Autres charges	13 224 985	10 042 528	Autres Produits	1 906 595	1 239 866
Charges de personnel	50 199 853	52 126 144	revenus financiers		
Dotation aux amort/ Provisions	7 285 027	7 197 494	Produits des cessions d'immob		
Frais financiers			Reprises		
<u>Résultat</u>	9 121 808	3 261 337			
	145 106 168	165 236 083		145 106 168	165 236 083

ETATS SIMPLIFIES BILAN 2006

ACTIF	2006	N-1	PASSIF	2006	N-1
<u>Actif Immobilisé</u>			<u>Capitaux</u>		
Logiciel			Actionnaires capital non appelé	8 800 000	8 800 000
Installations et agencements	1 951 372	327 128	Report à nouveau	96 676 059	87 554 250
Matériel	13 186 006	14 849 724	<u>Résultat</u>	15 763 270	9 121 808
Matériel de transport		4 267 220	<u>Subvention d'investissement</u>	3 907 301	7 814 603
<u>Actif circulant</u>			<u>Dettes</u>		
Fournisseurs avances versées			Dettes de crédit bail et contrats		
Clients	114 600 180	82 004 118	<u>Passif circulant</u>		
Autres créances	25 000 000	27 228 141	Clients avances reçues		
<u>Trésorerie - Actif</u>			Fournisseurs	32 105 633	30 794 530
<u>Banque - caisse</u>	8 789 039	21 036 761	Dettes fiscales	4 815 545	3 575 801
			Dettes sociales	1 458 790	2 052 100
			Banques, découverts		
	163 526 597	149 713 092		163 526 598	149 713 092

COMPTE DE RESULTAT 2006

CHARGES	2006	N-1	PRODUITS	2006	N-1
Autres Achats	21 307 775	18 342 295	Ventes	6 521 250	83 638 199
Transports	90 000	2 613 600	Travaux services vendus	140 091 011	
Services extérieurs	77 533 130	43 574 002	Produits accessoires	17 550 000	19 330 000
Impôts et taxes	368 845	744 598	<u>Subvention d'exploitation</u>	42 077 996	40 231 374
Autres charges	26 541 910	13 224 985	Autres Produits		1 906 595
Charges de personnel	58 320 485	50 199 853	revenus financiers	3 907 302	
Dotation aux amort/ Provisions	10 222 144	7 285 027	Produits des cessions d'immob		
Charges financières			Reprises		
<u>Résultat</u>	15 763 270	9 121 808			
	210 147 559	145 106 168		210 147 559	145 106 168

**ETATS SIMPLIFIES
BILAN 2007**

ACTIF	2007	N-1	PASSIF	2007	N-1
<u>Actif Immobilisé</u>			<u>Capitaux</u>		
Logiciel			Actionnaires capital non appelé	8 800 000	8 800 000
Installations et agencements	2 027 466	1 951 372	Report à nouveau	112 439 328	96 676 058
Matériel	12 016 807	13 186 006	<u>Résultat</u>	2 251 251	15 763 270
Matériel de transport	2 430 662	0	<u>Subvention d'investissement</u>		3 907 301
<u>Actif circulant</u>			<u>Dettes</u>		
Fournisseurs avances versées			Dettes de crédit bail et contrats	0	
Clients	116 988 369	114 600 180	<u>Passif circulant</u>		
Autres créances	21 000 000	25 000 000	Clients avances reçues	0	
<u>Trésorerie - Actif</u>			Fournisseurs	35 202 373	32 105 633
<u>Banque - caisse</u>	14 912 097	8 789 039	Dettes fiscales	7 317 267	4 815 545
			Dettes sociales	3 365 182	1 458 790
			Banques, découverts		
	169 375 401	163 526 597		169 375 401	163 526 597

COMPTE DE RESULTAT 2007

CHARGES	2007	N-1	PRODUITS	2007	N-1
Autres Achats	33 126 041	21 307 775	Ventes	5 870 600	6 521 250
Transports	0	90 000			
Services extérieurs	92 973 249	77 533 130	Travaux services vendus	131 623 036	140 091 011
Impôts et taxes	250 000	368 845	Produits accessoires	20 100 000	17 550 000
Autres charges	899 960	26 541 910	Subvention d'exploitation	60 000 000	42 077 996
Charges de personnel	82 119 556	58 320 485	Autres Produits		
Dotation aux amort/ Provisions	9 900 643	10 222 144	revenus financiers	19 763	
Frais financiers			Produits des cessions d'immob		
<u>Résultat</u>	2 251 251	15 763 270	Reprises	3 907 301	3 907 302
	221 520 700	210 147 559		221 520 700	210 147 559

ETATS SIMPLIFIES BILAN 2008

ACTIF	2008	N-1	PASSIF	2008	N-1
<u>Actif Immobilisé</u>			<u>Capitaux</u>		
Logiciel			Actionnaires capital non appelé	8 800 000	8 800 000
Installations et agencements	1 743 677	2 027 466	Report à nouveau	114 690 579	112 439 328
Matériel	12 067 389	12 016 807	<u>Résultat</u>	9 672 132	2 251 251
Matériel de transport	15 959 339	2 430 662	<u>Subvention d'investissement</u>		
<u>Actif circulant</u>			<u>Dettes</u>		
Fournisseurs avances versées			Dettes de crédit bail et contrats	9 904 786	
Clients	114 347 838	116 988 369	<u>Passif circulant</u>		
Autres créances	65 000 000	21 000 000	Clients avances reçues	786 150	
<u>Trésorerie - Actif</u>			Fournisseurs	59 235 523	35 202 373
			Dettes fiscales	10 606 058	7 317 267
<u>Banque - caisse</u>			Dettes sociales	3 969 946	3 365 182
	8 546 931	14 912 097	Banques, découverts		
	217 665 174	169 375 401		217 665 174	169 375 401

COMPTE DE RESULTAT 2008

CHARGES	2008	N-1	PRODUITS	2008	N-1
Autres Achats	25 782 654	33 126 041	Ventes	7 119 135	5 870 600
Transports	474 000	0	Travaux services vendus	174 874 120	131 623 036
Services extérieurs	109 954 927	92 973 249	Produits accessoires	28 450 000	20 100 000
Impôts et taxes	1 116 976	250 000	<u>Subvention d'exploitation</u>	65 000 000	60 000 000
Autres charges	66 514 868	899 960	Autres Produits	39 496 513	0
Charges de personnel	89 004 303	82 119 556	revenus financiers	44 108	19 763
Dotation aux amort/ Provisions	10 953 623	9 900 643	Produits des cessions d'immob	0	0
Frais financiers			Reprises	0	3 907 301
<u>Résultat</u>	11 182 525	2 251 251			
	314 983 876	221 520 700		314 983 876	221 520 700

**ETATS SIMPLIFIES
BILAN 2009**

ACTIF	2009	N-1	PASSIF	2009	N-1
<u>Actif Immobilisé</u>			<u>Capitaux</u>		
Logiciel			Actionnaires capital non appelé	8 800 000	8 800 000
Installations et agencements	1 487 571	1 743 677	Report à nouveau	124 362 711	114 690 579
Matériel	15 029 595	12 067 389	<u>Résultat</u>	3 621 336	9 672 132
Matériel de transport	8 852 705	15 959 339	<u>Subvention d'investissement</u>	2 880 417	
<u>Actif circulant</u>			<u>Dettes</u>		
Fournisseurs avances versées	1 329 621		Dettes de crédit bail et contrats	6 468 735	9 904 786
Clients	104 875 098	114 347 838	<u>Passif circulant</u>		
Autres créances	69 420 125	65 000 000	Clients avances reçues	44 278 322	786 150
<u>Trésorerie - Actif</u>			Fournisseurs	15 330 557	59 235 523
			Dettes fiscales	2 677 515	10 606 058
Banque - caisse	7 424 878	8 546 931	Dettes sociales	0	3 969 946
			Banques,découverts	0	
	208 419 593	217 665 174		208 419 593	217 665 174

COMPTE DE RESULTAT 2009

CHARGES	2009	N-1	PRODUITS	2009	N-1
Autres Achats	33 001 672	25 782 654	Ventes	7 364 606	7 119 135
Transports	276 000	474 000			
Services extérieurs	115 478 299	109 954 927	Travaux services vendus	147 622 357	174 874 120
Impôts et taxes	927 464	1 116 976	Produits accessoires	18 300 000	28 450 000
Autres charges	21 058	66 514 868	<u>Subvention d'exploitation</u>	83 738 503	65 000 000
Charges de personnel	101 490 022	89 004 303	Autres Produits	10 509 638	39 496 513
Dotation aux amort/ Provisions	13 696 022	10 953 623	revenus financiers	67 475	44 108
Frais financiers	1 215 289	1 510 393	Produits des cessions d'immob		
<u>Résultat</u>	3 621 336	9 672 132	Reprises	2 124 583	
	269 727 162	314 983 876		269 727 162	314 983 876

**ETATS SIMPLIFIES
BILAN 2010**

ACTIF	2010	N-1	PASSIF	2010	N-1
<u>Actif Immobilisé</u>			<u>Capitaux</u>		
Logiciel			Actionnaires capital non appelé	8 800 000	8 800 000
Installations et agencements	1 231 465	1 487 571	Report à nouveau	127 984 047	124 362 711
Matériel	20 355 328	15 029 595	<u>Résultat</u>	9 245 340	3 621 336
Matériel de transport	14 010 581	8 852 705	<u>Subvention d'investissement</u>	1 385 417	2 880 417
<u>Actif circulant</u>			<u>Dettes</u>		
Fournisseurs avances versées		1 329 621	Dettes de crédit bail et contrats	8 582 023	6 468 735
Clients	157 535 174	104 875 098	<u>Passif circulant</u>		
Autres créances	28 973 648	69 420 125	Clients avances reçues		
<u>Trésorerie - Actif</u>			Fournisseurs	39 093 068	44 278 322
Banque - caisse	1 208 195	7 424 878	Dettes fiscales	18 953 273	15 330 557
			Dettes sociales	1 052 888	2 677 515
			Banques,découverts	8 218 335	
	223 314 391	208 419 593		223 314 391	208 419 593

COMPTE DE RESULTAT 2010

CHARGES	2010	N-1	PRODUITS	2010	N-1
Autres Achats	36 885 290	33 001 672	Ventes	6 858 390	7 364 606
Transports	150 000	276 000	Travaux services vendus	207 286 323	147 622 357
Services extérieurs	115 580 813	115 478 299	Produits accessoires	17 000 000	18 300 000
Impôts et taxes	2 317 812	927 464	Subvention d'exploitation	73 148 235	83 738 503
Autres charges	15 899 747	21 058	Autres Produits	5 932 500	10 509 638
Charges de personnel	114 504 274	101 490 022	revenus financiers	14 016	67 475
Dotation aux amort/ Provisions	16 106 181	13 696 022	Produits des cessions d'immob		1 200 000
Frais financiers	1 045 007	1 215 289	Reprises	1 495 000	924 583
<u>Résultat</u>	9 245 340	3 621 336			
	311 734 464	269 727 162		311 734 464	269 727 162

**ETATS SIMPLIFIES
BILAN 2011**

ACTIF	2011	N-1	PASSIF	2011	N-1
<u>Actif Immobilisé</u>			<u>Capitaux</u>		
Logiciel			Actionnaires capital non appelé	8 800 000	8 800 000
Installations et agencements	975 359	1 231 465	Report à nouveau	137 229 387	127 984 047
Matériel	15 394 421	20 355 328	<u>Résultat</u>	1 995 973	9 245 340
Matériel de transport	13 084 422	14 010 581	<u>Subvention d'investissement</u>		1 385 417
Autres Immobilisations Financières	7 500 000		<u>Dettes</u>		
<u>Actif circulant</u>			Dettes de crédit bail et contrats	4 694 292	8 582 023
Fournisseurs avances versées			<u>Passif circulant</u>		
Clients	139 481 863	157 535 174	Clients avances reçues		
Autres créances	14 250 000	28 973 648	Fournisseurs	34 328 595	39 093 068
<u>Trésorerie - Actif</u>			Dettes fiscales	22 833 529	18 953 273
Banque - caisse	23 434 180	1 208 195	Dettes sociales	4 223 469	1 052 888
			Banques,découverts		8 218 335
	214 120 245	223 314 391		214 105 245	223 314 391

COMPTE DE RESULTAT 2011

CHARGES	2011	N-1	PRODUITS	2011	N-1
Autres Achats	27 565 553	36 885 290	Ventes	6 437 777	6 858 390
Transports	20 000	150 000		250 000	
Services extérieurs	79 175 636	115 580 813	Travaux services vendus	82 647 413	207 286 323
Impôts et taxes	959 771	2 317 812	Produits accessoires	15 200 000	17 000 000
Autres charges	22 303	15 899 747	Subvention d'exploitation	119 000 000	73 148 235
Charges de personnel	119 118 100	114 504 274	Autres Produits	15 338 321	5 932 500
Dotation aux amort/ Provisions	10 458 672	16 106 181	revenus financiers	356 875	14 016
Frais financiers	1 284 795	1 045 007	Produits des cessions d'immob		
<u>Résultat</u>	1 995 973	9 245 340	Reprises	1 370 417	1 495 000
	240 600 803	311 734 464		240 600 803	311 734 464

ETATS SIMPLIFIES BILAN 2012

ACTIF	2012	N-1	PASSIF	2012	N-1
<u>Actif Immobilisé</u>			<u>Capitaux</u>		
Logiciel			Actionnaires capital non appelé	8 800 000	8 800 000
Installations et agencements	4 261 577	975 359	Report à nouveau	139 225 360	137 229 387
Matériel	13 355 994	15 394 421	<u>Résultat</u>	6 236 974	1 995 973
Matériel de transport	7 922 509	13 084 422	<u>Subvention d'investissement</u>		15 000
Autres Immobilisations Financières	7 500 000	7 500 000	<u>Dettes</u>		
<u>Actif circulant</u>			Dettes de crédit bail et contrats	2 574 193	4 694 292
Fournisseurs avances versées			<u>Passif circulant</u>		
Clients	174 033 433	139 481 863	Clients avances reçues		
Autres créances	15 000 000	14 250 000	Fournisseurs	50 007 306	34 328 595
<u>Trésorerie - Actif</u>			Dettes fiscales	26 824 230	22 833 529
Banque - caisse	15 000 840	23 434 180	Dettes sociales	3 406 290	4 223 469
			Banques,découverts		
	237 074 353	214 120 245		237 074 353	214 120 245

COMPTE DE RESULTAT 2012

CHARGES	2012	N-1	PRODUITS	2012	N-1
Autres Achats	31 566 560	27 565 553	Ventes	19 378 796	6 437 777
Transports	337 500	20 000		250 000	
Services extérieurs	185 775 803	79 175 636	Travaux services vendus	245 533 353	82 897 413
Impôts et taxes	996 421	959 771	Produits accessoires	18 400 000	15 200 000
Autres charges	2 394 176	22 303	<u>Subvention d'exploitation</u>	85 000 000	119 000 000
Charges de personnel	148 568 858	119 118 100	Autres subvention	20 046 045	
Dotation aux amort/ Provisions	12 095 528	10 458 672	Autres Produits		15 338 321
Frais financiers	747 505	1 284 795	revenus financiers	96 131	356 875
<u>Résultat</u>	6 236 974	1 995 973	Produits des cessions d'immob		
			Reprises	15 000	1 370 417
	388 719 325	240 600 803		388 719 325	240 600 803

**ETATS SIMPLIFIES
BILAN 2013**

ACTIF	2013	N-1	PASSIF	2013	N-1
<u>Actif Immobilisé</u>			<u>Capitaux</u>		
Logiciel			Actionnaires capital non appelé	8 800 000	8 800 000
Installations et agencements	4 261 577	975 359	Report à nouveau	139 225 360	137 229 387
Matériel	13 355 994	15 394 421			
Matériel de transport	7 922 509	13 084 422	<u>Résultat</u>	6 236 974	1 995 973
Autres Immobilisations Financières	7 500 000	7 500 000	<u>Subvention d'investissement</u>		15 000
<u>Actif circulant</u>			<u>Dettes</u>		
Fournisseurs avances versées			Dettes de crédit bail et contrats	2 574 193	4 694 292
Clients	174 033 433	139 481 863	<u>Passif circulant</u>		
Autres créances	15 000 000	14 250 000	Clients avances reçues		
<u>Trésorerie - Actif</u>			Fournisseurs	50 007 306	34 328 595
Banque - caisse	15 000 840	23 434 180	Dettes fiscales	26 824 230	22 833 529
			Dettes sociales	3 406 290	4 223 469
			Banques, découverts		
	237 074 353	214 120 245		237 074 353	214 120 245

COMPTE DE RESULTAT 2013

CHARGES	2013	N-1	PRODUITS	2013	N-1
Autres Achats	31 566 560	27 565 553	Ventes	19 378 796	6 437 777
Transports	337 500	20 000		250 000	
Services extérieurs	185 775 803	79 175 636	Travaux services vendus	245 533 353	82 897 413
Impôts et taxes	996 421	959 771	Produits accessoires	18 400 000	15 200 000
Autres charges	2 394 176	22 303	Subvention d'exploitation	85 000 000	119 000 000
Charges de personnel	148 568 858	119 118 100		20 046 045	
Dotation aux amort/ Provisions	12 095 528	10 458 672	Autres Produits		
Frais financiers	747 505	1 284 795	revenus financiers	96 131	15 338 321
<u>Résultat</u>	6 236 974	1 995 973	Produits des cessions d'immob		356 875
			Reprises	15 000	1 370 417
	388 719 325	240 600 803		388 719 325	240 600 803

**ETATS SIMPLIFIES
BILAN 2014**

ACTIF	2014	N-1	PASSIF	2014
<u>Actif Immobilisé</u>			<u>Capitaux</u>	
Logiciel		425 000	Actionnaires capital non appelé	8 800 000
Installations et agencements	3 010 294	3 615 490	Report à nouveau	153 117 048
Matériel	5 439 001	8 685 584	<u>Résultat</u>	5 614 000
Matériel de transport	2 250 076	2 760 596	<u>Subvention d'investissement</u>	
Autres Immobilisations Financières	7 500 000	7 500 000	<u>Dettes</u>	
<u>Actif circulant</u>			Dettes de crédit bail et contrats	374 364
Fournisseurs avances versées			<u>Passif circulant</u>	
Clients	160 026 584	145 288 674	Clients avances reçues	44 113 992
Autres créances	47 883 115	97 214 889	Fournisseurs	44 113 992
<u>Trésorerie - Actif</u>			Dettes fiscales	4 350 800
<u>Banque - caisse</u>	4 418 342	1 006 560	Dettes sociales	14 157 208
			Banques,découverts	
	230 527 412	266 496 793		230 527 412

COMPTE DE RESULTAT 2014

CHARGES	2014	N-1	PRODUITS	2014
Autres Achats	18 393 300	26 413 770	Ventes	28 223 363
Transports	30 000	869 000	Autres Ventes	12 705 000
Services extérieurs	123 203 740	123 141 718	Travaux services vendus	233 888 005
Impôts et taxes	350 000	655 140	Produits accessoires	33 221 224
Autres charges	127 282 175	53 088 592	Subvention d'exploitation	87 208 552
Charges de personnel	153 690 312	159 676 318	Autres Produits revenus financiers	41 824 869 14 813
Dotation aux amort/ Provisions	8 522 299	11 883 410		
Frais financiers		189 841		
<u>Résultat</u>	5 614 000	7 654 714		
	437 085 826	383 572 503		437 085 826

ETATS SIMPLIFIES
BILAN 2015

ACTIF	2015	N-1	PASSIF	2015
<u>Actif Immobilisé</u>			<u>Capitaux</u>	
Logiciel			Actionnaires capital non appelé	8 800 000
Installations et agencements	2 405 098	3 010 294	Report à nouveau	158 731 048
Matériel	14 696 785	5 439 001		
Matériel de transport	26 800 249	2 250 076	<u>Résultat</u>	17 354 268
Autres Immobilisations Financières	7 500 000	7 500 000	<u>Subvention d'investissement</u>	
<u>Actif circulant</u>			<u>Dettes</u>	
Fournisseurs avances versées			Dettes de crédit bail et contrats	25 744 229
Clients	211 815 546	160 026 584	<u>Passif circulant</u>	
Autres créances	14 506 801	47 883 115	Clients avances reçues	45 987 193
<u>Trésorerie - Actif</u>			Fournisseurs	8 393 891
<u>Banque - caisse</u>	1 037 113	4 418 342	Dettes fiscales	11 124 631
			Dettes sociales	2 626 332
			Banques,découverts	
	278 761 592	230 527 412		278 761 592

COMPTE DE RESULTAT 2015

CHARGES	2015	N-1	PRODUITS	2015
Autres Achats	34 768 720	18 393 300	Ventes	61 503 617
Transports		30 000	Autres Ventes	750 000
Services extérieurs	275 260 814	123 203 740	Travaux services vendus	338 670 669
Impôts et taxes		350 000	Produits accessoires	25 750 000
Autres charges	37 433 115	127 282 175	Subvention d'exploitation	104 928 011
Charges de personnel	168 157 318	153 690 312	Autres Produits	6 329 825
Dotation aux amort/ Provisions	6 672 739	8 522 299	revenus financiers	65 528
Frais financiers	305 367			
<u>Résultat</u>	17 354 268	5 614 000		
	539 952 341	437 085 826		539 952 341

ANNEXE 3

CAHIER DES CHARGES

**CONVENTION ETAT-
CODINORM**

**CONVENTION POUR LA REALISATION DE SERVICE PUBLIC RELATIF A
L'ELABORATION DES NORMES ET LA GESTION DE LA MARQUE NATIONALE DE
CONFORMITE AUX NORMES**

CAHIER DES CHARGES

Les clauses du cahier des charges de la convention figurent dans le décret n°2014-460 du 06 aout 2014, portant attribution, organisation et fonctionnement de l'organisme national de normalisation, dénommé Comité Ivoirien de Normalisation, en abrégé CIN et dans le décret n°2014-461 du 06 aout 2014 portant modalité de la loi 2013-866-23 décembre 2013 relative à normalisation et la promotion de la qualité.

I- MISSIONS GENERALES CONFIEES A CODINORM :

CODINORM est chargé notamment de :

- de recenser les besoins en normes nouvelles et de programmer les travaux de normalisation ;
- de coordonner l'élaboration des normes nationales ;
- d'assurer la publication et diffusion des normes après leur homologation par le CIN ;
- de contribuer à la promotion de la normalisation en Côte d'Ivoire ;
- de fournir à la communauté nationale, l'assistance technique et l'information en matière de gestion des activités de normalisation ;
- de participer à l'élaboration des normes sous régionales, régionales et internationales;
- de participer aux mécanismes nationaux permettant à la Côte d'Ivoire de se conformer à l'Accord de l'Organisation Mondiale du Commerce sur les Obstacles Techniques au Commerce ;
- de participer aux activités des organisations sous régionales, régionales et internationales de normalisation ;
- de gérer la marque nationale de conformité aux normes et d'en déterminer les modalités d'attribution ;
- d'émettre des avis sur la reconnaissance mutuelle des marques étrangères de conformité aux normes.

II- MISSIONS PAR RAPPORT A L'ELABORATION DES NORMES

- 1- Les projets de normes ivoiriennes sont élaborés par CODINORM à laquelle l'Etat a confié cette activité, conformément à la convention prévue par le décret n°2014-460 du 6 aout 2014, ou par les bureaux de normalisation agréés selon les dispositions dudit décret.

L'élaboration des projets de norme se fait en concertation notamment avec les représentants des départements ministériels concernés ainsi que les représentants des organisations professionnelles intéressées par leur utilisation et des organisations représentatives de la société civile.

- 2- Lorsque les travaux d'élaboration des projets de normes relèvent de plusieurs bureaux de normalisation, les bureaux concernés s'accordent pour déterminer le

Bureau de Normalisation chargé d'assurer la coordination des travaux. En cas de désaccord, CODINORM est chargée d'assurer la coordination des travaux.

- 3- Les projets de normes sont soumis à une enquête publique organisée par CODINORM.

L'enquête publique consiste à mettre une version en français du projet de norme à la disposition du public, notamment les organisations professionnelles intéressées par leur utilisation et des organisations représentatives de la société civile, par tout moyen, à titre gratuit ou à titre onéreux. La durée de l'enquête ne peut être inférieure à quarante-cinq jours ouvrables au cours desquels toute personne intéressée peut présenter ses observations.

- 4- Lorsque les observations formulées au cours de l'enquête publique sont favorables à son adoption, le projet de norme est soumis à la procédure d'homologation. Dans le cas contraire la procédure d'élaboration du projet de norme est reprise.
- 5- Le projet de norme élaboré par CODINORM est soumis au Comité Ivoirien de Normalisation, en abrégé CIN pour son homologation. CODINORM propose au CIN le statut et les modalités d'application dudit projet selon la nature de la question traitée.
- 6- Toute norme homologuée fait l'objet d'un examen, au plus tard tous les cinq ans après son homologation. Le Ministère concerné, le CIN ou CODINORM, peut diligenter à tout moment l'examen d'une norme homologuée. L'examen consiste à faire analyser la norme concernée en vue de son maintien, de sa révision ou de son annulation. CODINORM est chargé de la révision des normes

Les normes révisées sont homologuées conformément à la procédure d'homologation des normes citée plus haut.

- 7- Les normes sont d'application volontaire. Toutefois certaines normes peuvent être rendues d'application obligatoire par décret notamment pour des motifs d'ordre public, de sécurité publique, de protection de la santé, de protection de la vie des personnes ou des animaux, de préservation des végétaux, de protection des trésors nationaux ou pour des motifs d'ordre économique. Les normes établies par les organisations régionales ou internationales peuvent être rendues d'application obligatoire sur proposition de CODINORM au CIN.

III- MISSIONS PAR RAPPORT A LA GESTION ET ATTRIBUTION DE LA MARQUE NATIONALE DE CONFORMITE AUX NORMES

- 1- CODINORM gère la marque nationale de conformité aux normes dénommée marque Nationale Ivoirienne, en abrégé NI et en détermine les modalités d'attribution. A ce titre, elle est chargée notamment :
 - d'établir les règlements de certification ;
 - de mettre en place les comités de certification ;
 - d'instruire les dossiers des candidats à la certification ;
 - de mandater les auditeurs et les experts pour l'audit de certification ;
 - de prendre la décision d'octroyer ou non l'usage de la marque nationale de conformité aux normes.
- 2- La marque nationale de conformité aux normes peut faire l'objet de déclinaisons en fonction des secteurs d'activités.

